



La formation continue: encore populaire malgré les embûches

Martin Toulgoat

Journaliste

Les 12 et 13 mai 2004, le CAPRES a tenu un colloque sur les *"Multiples visages en enseignement supérieur"* dans le cadre du 72ième congrès de l'ACFAS. Quatre thèmes ont été abordés, dans lesquels plusieurs conférenciers provenant des milieux collégial et universitaire, sont intervenus. Le journaliste Martin Toulgoat vous présente, dans cet article, une synthèse du thème 2: *"Les nouveaux modes de poursuite des études"*

La formation continue est devenue l'apanage de nombreux adultes québécois. Ceux-ci poursuivent leur parcours éducatif, souvent à mi-temps, dans le but d'améliorer leurs conditions de travail, pour accroître leur capacité d'action dans leur vie communautaire ou privée, sans avoir nécessairement le désir d'obtenir un diplôme, ou encore par simple recherche de perfectionnement personnel.

Martin Toulgoat

C'est en 1975 que l'Université de Montréal a établi sa Faculté de l'éducation permanente. En 2003, un étudiant sur quatre admis à l'Université de Montréal la fréquentait. Même s'il n'existe pas de définition de l'étudiant adulte reconnue et acceptée par l'ensemble du réseau universitaire québécois, cette Faculté a été implantée pour répondre à une clientèle aux besoins particuliers.

«Même si 68% des étudiants fréquentent l'Université de Montréal à temps plein, à la Faculté de l'éducation permanente, 86% des étudiants ont un statut à temps partiel et les personnes âgées de moins de 25 ans se répartissent à peu près également entre les études à plein temps et à temps partiel », explique Pierre Paquet, secrétaire de la Faculté de l'éducation permanente. La Faculté est composée de 77% de femmes et offre des activités de formation sur le campus principal, sur les campus régionaux de Laval et de Longueuil et, à compter de l'hiver 2005, sur le campus régional de Lanaudière que l'Université de Montréal ouvrira à Terrebonne

Pierre Paquet en conclut qu'à l'Université de Montréal, les étudiants qui effectuent un retour aux études après quelques années d'absence se démarquent de la clientèle régulière. Mais ce retour sur les bancs d'école ne se fait pas sans heurts et ce, dès le cégep. « C'est que dans la mentalité populaire, le collège est une étape facile à franchir, donc à leur arrivée au cégep, des adultes peuvent être mal préparés, croyant que ça ne sera pas si difficile », précise Hélène Bonnelli, psychologue au Cégep Limoilou de Québec.

Son collège tient, depuis 1999, une demi-journée d'échange et d'information pour faciliter l'accueil des étudiants adultes, en raison de nombreuses demandes reçues dès les premiers jours de la session. «Ils vivaient un stress important dès la remise du plan de cours. Il s'en suivait une mauvaise planification du temps, de l'anxiété de performance ou d'énormes problèmes d'adaptation.» En tenant l'activité une semaine avant la rentrée, le collège permet aux nouveaux étudiants d'être moins nerveux, eux qui réalisent que des ressources sont disponibles s'ils éprouvent des difficultés. « Au cours de cette demi-journée, ils participent à des conférences interactives avec des étudiants qui ont

eux aussi fait un retour aux études», explique Hélène Bonnelli. La psychologue précise que depuis 5 ans, le service d'accueil voit défiler de plus en plus d'immigrants et d'universitaires qui reviennent faire une formation technique. «Ceux qui ont fait des études universitaires décident de revenir au cégep parce qu'ils sont insatisfaits de leurs conditions de travail et de leur salaire», ajoute Paul Bélanger, professeur à l'Université du Québec à Montréal.

En 2001, il a réalisé avec un collègue, Pierre Doray, et une étudiante, Lucy Mason, une étude auprès de 29 adultes, qui ont entrepris un retour au collège à temps plein, après avoir abandonné le chemin de la formation continue depuis plus d'un an. Le quart de ces étudiants, issus de programmes techniques, en biologie, chimie, électronique et informatique étaient âgés de plus de 25 ans. « Pour ceux qui n'arrivaient pas de l'université, on s'est aperçu que souvent, c'était des gens qui souhaitaient compléter leur parcours scolaire en fonction de leur origine sociale s'ils avaient été plus jeunes», interprète le professeur de l'UQAM. Il explique qu'en 2001, au Québec, 4 500 des 18 000 étudiants qui ont obtenu des diplômes techniques avaient plus de 24 ans.

Mais près de 5 000 étudiants sur 18 000, est-ce peu ou une proportion raisonnable de diplômés? « Selon nos travaux, le système collégial est le secteur qui a le plus de potentiel pour offrir l'éducation des adultes dans une société évoluée comme la nôtre. Au niveau des universités, il y a un bon bout de chemin de fait, mais au niveau des collèges, la situation n'est pas dramatique, elle est tragique, puisqu'en seulement deux ans, la clientèle adulte est passée de 80 000 à 20 000 étudiants, parce qu'Emploi Québec a diminué son fonds d'aide à l'enseignement collégial de façon dramatique, soit de 30 à 10 millions de dollars.»

Manque de support financier

Selon le professeur Bélanger, comparativement aux efforts consentis par d'autres sociétés occidentales, le Québec ne supporte pas assez les adultes qui renouent avec le système de l'éducation. « Vous savez ici au Québec, on n'a pas de congés d'éducation ou de crédits de formation comme dans plusieurs autres sociétés industrielles avancées. On commence à peine à avoir des prêts et bourses pour les adultes. Alors on s'aperçoit que les adultes se bricolent des congés parentaux où c'est le « chum » ou la compagne, les parents qui acceptent de subvenir aux besoins durant les deux ou trois ans d'études du conjoint». L'enquête réalisée par Paul Bélanger, Pierre Doray et Lucia Masson a permis d'établir deux types de parcours chez les étudiants adultes qui fréquentent le collège : la persévérance difficile, due au manque de temps et l'absence de financement, ainsi que le départ volontaire parce que l'étudiant ne voulait suivre que quelques cours.

Même si d'après leur étude, les femmes qui entreprennent une formation continue ont des aspirations éducatives plus élevées que les hommes, ce sont elles qui obtiennent, malgré tout, le moins d'appui financier. « Pourquoi? Pour deux raisons, parce que les femmes ont le plus souvent un statut d'emploi saisonnier ou contractuel, alors que les remboursements fiscaux ne s'appliquent qu'aux emplois réguliers. Deuxièmement, la structure de financement est, de façon générale, discriminatoire pour les étudiants à temps partiel.»

Plus globalement, aux yeux du ministère de l'Éducation, les programmes les plus efficaces sont ceux, qui en bout de ligne, ont accueilli le plus de diplômés. « Le problème est que le Ministère, lorsqu'il considère la productivité des programmes, prend pour acquis qu'un étudiant a comme objectif d'obtenir un diplôme, analyse Pierre Chenard, directeur du *Consortium d'animation sur la persévérance et la réussite en enseignement supérieur* (CAPRES). Selon l'enquête ICOPE (*Indicateurs des Conditions de Poursuite des études*) initiée par l'Université du Québec, c'est plus de 20 % des étudiants qui prétendent ne pas avoir l'intention de décrocher un diplôme.»

Ce qu'on observe à propos des adultes, remet donc en question la définition de la réussite, au moins pour cette partie de la population, dont l'obtention du diplôme ne peut être garantie à elle seule. Il y a lieu, en effet de reconstruire la notion de réussite scolaire de façon plus large en réussite éducative

pour tenir compte des adultes dont l'objectif poursuivi d'apprentissage ne recoupe pas toujours celui de la complétion de parcours conçus dans une logique de formation initiale.

Mai 2005